

- Les gouvernements devraient élaborer de nouvelles stratégies sexospécifiques de réduction et de gestion des risques ou renforcer celles qui existent.
- Les autorités devraient accroître les opportunités économiques pour les femmes en reconnaissant et en compensant les soins non rémunérés qu'elles prodiguent et en les faisant bénéficier de services d'appui conçus pour elles.
- Les autorités devraient remettre en question les normes sociales et culturelles néfastes difficiles qui exposent les femmes à des risques élevés d'infection.

DIMENSION IMMATÉRIELLE

Les médias et les bureaux de communication, d'impression

et d'audiovisuel africains devraient être encouragés à fournir des informations précises et factuelles sur les divers aspects de l'épidémie, notamment sur les progrès accomplis en vue de réduire sa propagation et ses incidences.

Les dirigeants africains devraient garantir la mise en œuvre effective des décisions de la session extraordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine tenue à Addis-Abeba le 8 septembre 2014, sur l'épidémie à virus Ebola (Ext/EX.CL/Dec.1(XVI)). Il s'agit en particulier de la nécessité de continuer à agir de façon solidaire avec les pays touchés, pour briser notamment la stigmatisation et l'isolement dont ils font l'objet et de renforcer leur résilience (et celle du continent en général).



INCIDENCES SOCIOÉCONOMIQUES D'ÉBOLA SUR L'AFRIQUE

Nations Unies
Commission Economique pour l'Afrique

L'épidémie due au virus Ebola en Afrique de l'Ouest a enregistré le plus grand nombre de décès depuis que la maladie a été diagnostiquée en 1976.

Mais peu nombreux sont les rapports qui se sont penchés sur le continent africain. En outre, la plupart des perspectives et projections initiales sur les incidences socioéconomiques de la maladie à virus Ebola se sont fondées sur des données disparates et des incertitudes quant à l'évolution épidémiologique future de la maladie.

C'est dans ce contexte que la CEA a entrepris l'élaboration de la présente étude qui a pour objectif global d'évaluer les incidences socio-économiques de la maladie sur les pays, sur la région et sur l'Afrique dans son ensemble, à la fois du point de vue des coûts réels induits que des perspectives de croissance et de développement de façon à proposer des recommandations de politiques pour accompagner les efforts d'atténuation. Les constatations et conclusions de l'étude seront affinées et mises à jour jusqu'à ce que la crise soit terminée, fournissant ainsi une évaluation à part entière des incidences, une fois l'épidémie contenue.

SITUATION ÉPIDÉMIOLOGIQUE

Le rapport de situation de l'OMS (7 janvier 2015) indique que 20 712 cas avaient été identifiés dans les trois pays avec une transmission étendue et intense (13 191 cas confirmés en laboratoire) et 8 220 décès déclarés.

INCIDENCES ÉCONOMIQUES SUR LES TROIS PAYS:

Reflétant l'alarmisme suscité par la maladie à virus Ebola ainsi que la mortalité et la morbidité en rapport avec la maladie, l'activité économique s'est contractée. Cette contraction résulte de la combinaison de plusieurs éléments notamment: la baisse des ventes sur les marchés et dans les commerces, une activité réduite dans les restaurants, les hôtels, les transports publics, la construction et les institutions éducatives (causée également par les mesures gouvernementales comme la déclaration de l'état d'urgence et les restrictions imposées à la circulation

des personnes), et le ralentissement de l'activité des sociétés alors que de nombreux expatriés s'en vont, entraînant une baisse de la demande de certains services.

• **Finances publiques:** L'épidémie entraîne une diminution des revenus et une augmentation des dépenses, en particulier dans le secteur de la santé, ajoutant une pression supplémentaire sur les déficits budgétaires et affaiblissant la capacité du gouvernement à la fois de contenir la maladie et de renforcer l'économie grâce par exemple à des mesures de stimulus budgétaire. Les pays ont eu recours à des appuis extérieurs pour combler leurs déficits financiers.

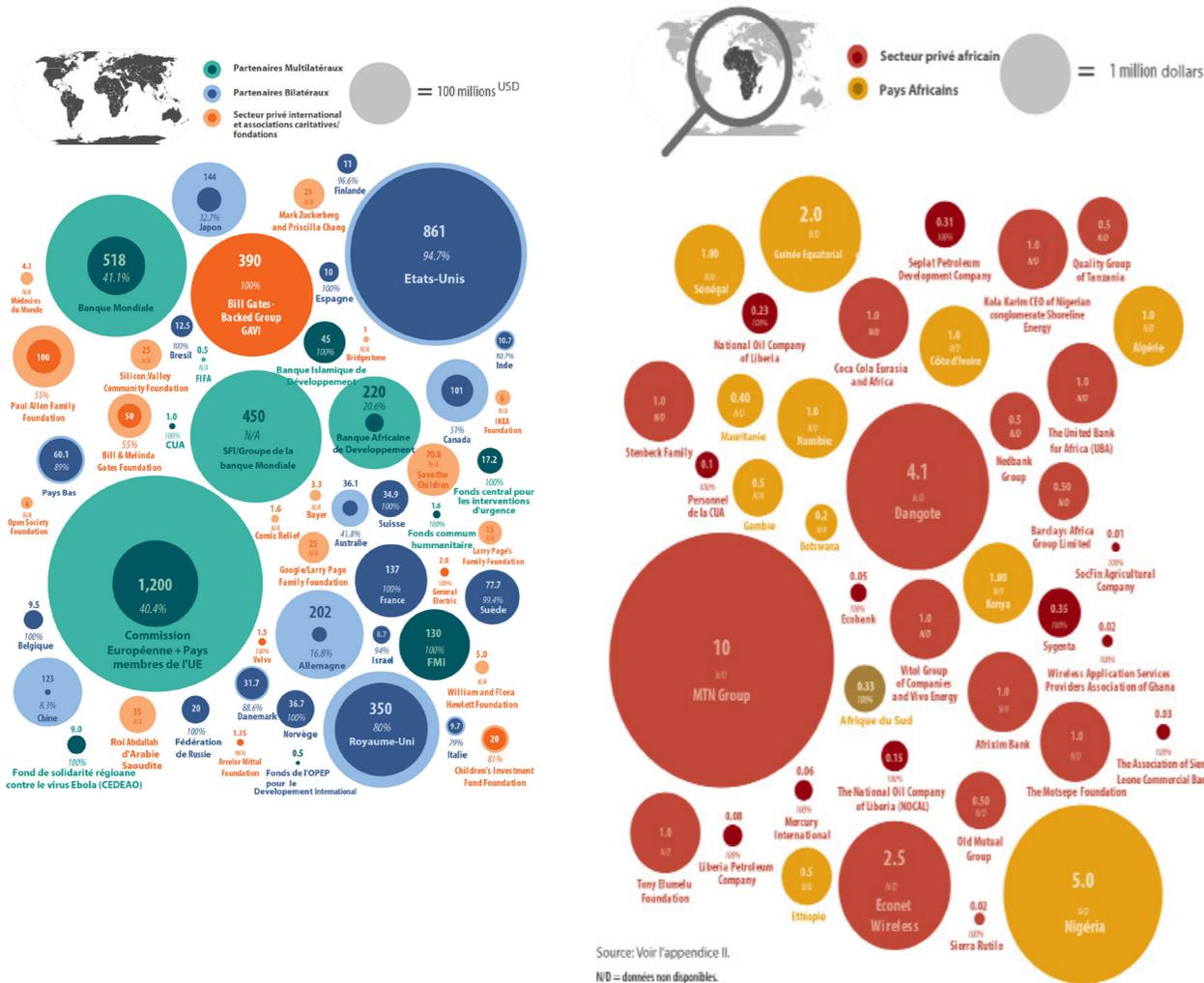
• **Recettes publiques:** La diminution des recettes publiques initialement attendues peut s'élever à des dizaines de millions de dollars – une proportion non négligeable du produit intérieur brut (PIB) pour trois économies de petite taille.

• **Dépenses publiques:** Par ailleurs, la crise déclenchée par l'épidémie exige des dépenses non négligeables dans le secteur de la santé pour confiner la maladie alors que les besoins en protection sociale croissent également rapidement. D'autres dépenses non sanitaires peuvent également émerger à propos de la sécurité, des importations alimentaires et autres

• **Déficits budgétaires:** De par ses effets négatifs sur les recettes et les dépenses publiques, l'épidémie met à mal les budgets, contribuant substantiellement à l'élargissement des déficits budgétaires.

• **Investissements, épargne et consommation privée:** la crise risque de détourner les dépenses publiques d'investissements en capital physique et humain au profit de dépenses de santé et autres dépenses sociales.

• **Offre de travail et productivité:** La crise a réduit l'offre de travail (y compris chez les expatriés), diminuant potentiellement la quantité et la qualité de biens et services produits, en particulier la prestation de services publics. La mortalité et la morbidité dues à la



maladie ont réduit le nombre d'agriculteurs pouvant travailler dans l'agriculture et fait payer un lourd tribut aux travailleurs du secteur de la santé.

- Taux d'inflation, monnaie et taux de change: Les pressions inflationnistes augmentent à mesure que l'épidémie se répand, sapant la compétitivité des entreprises et des commerçants et provoquant une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Les avoirs extérieurs ont nettement diminué et les monnaies locales se sont dépréciées alors que le commerce extérieur s'étiole et que la demande de dollars augmente. Les réserves monétaires des pays ont également été touchées.

INCIDENCES SOCIALES DANS LES TROIS PAYS

La maladie à virus Ebola risque de causer une hausse de la morbidité et de la mortalité dues à des maladies non directement liées au virus Ebola proprement dit étant donné les effets combinés sur la prestation des services de santé habituels:

- Peu de personnes s'adressent aux services médicaux par peur de la stigmatisation ou de l'exposition à la maladie ;
- L'affaiblissement des services de santé peut favoriser une hausse de l'incidence d'autres maladies, notamment le paludisme, la dengue et la fièvre jaune ; cela peut aussi augmenter les risques liés à une diminution de la vaccination, des soins prénataux et des soins infantiles. Autant de facteurs qui peuvent faire augmenter le taux de mortalité maternelle et infantile ;
- Un grand nombre des décès rapportés se sont produits chez le personnel médical et les médecins spécialistes, entravant la capacité des pays à récupérer de cette crise.

L'épidémie à virus Ebola a conduit à la fermeture des établissements d'éducation. Les incidences sur les résultats scolaires ne sont pas encore évidentes. D'importantes pertes économiques vont être enregistrées au niveau du budget national étant donné que les salaires des enseignants doivent encore être versés et les installations scolaires entretenues. Le pire pourrait être en termes de pertes de productivité à long terme induites par le manque à gagner en niveau d'éducation de ceux qui ne retourneront pas à l'école après la crise. Tout cela nécessitera des investissements lourds supplémentaires pour tenter de remettre le système éducatif au niveau auquel il était avant l'apparition de l'épidémie.

Le chômage ainsi que le nombre de fermetures d'entreprises commerciales ont augmenté. De nombreuses entreprises ou succursales ferment et même celles qui restent

ouvertes ont dû réduire leurs effectifs de personnel et les horaires de travail. La plus grande partie de la population exposée consiste en des familles vivant en zones rurales qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Ces familles disposent rarement d'un gros cheptel sur lequel se rabattre et leur épargne a perdu de sa valeur. Alors que les marchés ont fermé depuis des semaines et que l'activité économique s'est réduite, les producteurs de produits périssables ne peuvent pas vendre leurs produits, ce qui compromet la sécurité des ménages, en particulier dans les zones frontalières.

La crise laisse derrière elle un nombre croissant d'orphelins, qui auront besoin d'un soutien ciblé à la fois pour eux et pour les familles qui s'en occupent. Enfin, la stigmatisation augmente à l'intérieur des pays et ceux qui sauvent des vies sont le plus touchés: médecins et professionnels de la santé sont considérés par la population comme des vecteurs potentiels de l'infection, ce qui les empêche de mener une vie un tant soit peu normale.

INCIDENCES SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET SUR LE CONTINENT

Bien que la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone aient enregistré une baisse sensible de leur PIB, les effets à la fois sur l'Afrique de l'Ouest et sur le continent dans son ensemble seront minimes, en partie parce que, sur la base des estimations de 2013, les trois économies touchées ne représentent ensemble que 2,42 % du PIB de l'Afrique de l'Ouest et 0,68 % de celui-ci de l'Afrique.

Par conséquent, si l'épidémie se limite à ces trois pays, l'ampleur de ses incidences sur le PIB et la croissance sera extrêmement faible. Les simulations de la CEA fondées sur un « scénario pessimiste » selon lequel les trois pays enregistreraient une croissance nulle en 2014 et 2015, suggèrent que l'incidence sur la croissance pour ces deux années pour l'Afrique de l'Ouest ne sera respectivement que de -0,19 et -0,15 point de pourcentage. Et pour l'Afrique dans son ensemble, l'incidence sera négligeable à -0,05 et -0,04 point de pourcentage respectivement sur les deux années. En bref, au moins au plan économique, il n'y a pas lieu de s'inquiéter à propos des perspectives de croissance et de développement de l'Afrique à cause du virus Ebola.

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

Les recommandations de politiques et les réponses émanant de l'analyse sont présentées ci-dessous dans les grandes lignes, au titre de quatre grandes rubriques.

DIMENSION ÉPIDÉMIOLOGIQUE

- Les gouvernements et les partenaires devraient

faire en sorte que toutes les personnes infectées aient accès à un traitement en temps opportun dans des établissements médicaux désignés tout en les prévenant de nouvelles infections. Ils devraient également respecter les protocoles de sépulture à la lettre, c'est-à-dire que les victimes soient enterrées par du personnel qualifié afin d'éviter toute contamination ultérieure par une interaction avec les corps.

- Les pays devraient procéder à un inventaire détaillé pour identifier les différents acteurs opérant sur leur territoire de façon à déterminer ce que chaque acteur fait, comment il le fait et quelles sont les incidences de leurs interventions.

- Les pays et leurs partenaires devraient élaborer des stratégies de collecte et de diffusion de données sociales et économiques solides. Ils devraient adopter des mesures urgentes pour renforcer les systèmes statistiques des trois pays, notamment les registres des faits d'état civil. D'autres pays africains devraient également renforcer leurs systèmes d'enregistrement de données statistiques et des faits d'état civil pour mieux gérer l'épidémie à virus Ebola ou d'autres épidémies du même genre.

- Les pays touchés devraient intensifier la résilience de leurs systèmes de santé pour faire face à la maladie à virus Ebola et à d'autres maladies non liées à ce virus comme le paludisme, le VIH/sida et la tuberculose (ces trois maladies ont coûté beaucoup plus de vies que la maladie à virus Ebola).

- Les pays devraient explorer des stratégies novatrices de financement et de mobilisation des ressources domestiques pour faire en sorte que des volumes adéquats de ressources soient alloués au secteur de la santé en général et à la maladie à virus Ebola en particulier.

DIMENSION ÉCONOMIQUE

- Lors de l'élaboration de mesures fiscales, les trois gouvernements devraient prévoir des programmes de protection sociale et des filets sociaux pour aider les familles des victimes et leur communauté immédiate.

- Les gouvernements et leurs partenaires devraient investir dans le renforcement des capacités et la valorisation du capital humain dans les trois pays à court, moyen et long terme de façon à améliorer l'offre de travail.

- Les autorités monétaires devraient réduire les taux d'intérêt pour stimuler la croissance.

- Les autorités en charge du tourisme devraient recentrer leurs efforts sur des stratégies permettant d'accroître plus largement la connectivité entre elles-mêmes et les pays de la région et de faciliter les

voyages d'affaires par l'obtention aisée de visas et des tarifs hôteliers compétitifs.

- Les gouvernements devraient renforcer les contrôles sanitaires aux frontières au lieu de les fermer, étant donné les dommages colossaux que de telles fermetures entraînent pour les économies des pays touchés comme pour ceux qui ne le sont pas.

- Les trois pays devraient accroître le contenu en valeur ajoutée aux produits qu'ils exportent de façon à tirer profit des arrangements commerciaux préférentiels tels que la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA).

- Les créanciers bilatéraux et multilatéraux devraient envisager sérieusement l'annulation de la dette extérieure des trois pays.

- Les trois gouvernements et leurs partenaires devraient s'engager dans des efforts d'aide alimentaire et dans la mise en place de filets de sécurité d'urgence pour surmonter les pénuries alimentaires résultant des effets de l'épidémie, en particulier chez les plus vulnérables comme les enfants exposés au risque de malnutrition.

- Les gouvernements des trois pays devraient prévoir un ensemble de mesures incitatives pour aider leurs agriculteurs à relancer le secteur.

- Les trois gouvernements devraient concevoir des plans de réhabilitation d'urgence pour relancer rapidement leurs économies, ce qui pourrait exiger une révision de leurs plans de développement nationaux à moyen terme et éventuellement à long terme.

DIMENSION SOCIALE

- Le renforcement des systèmes de santé dans les trois pays et ailleurs devrait bénéficier de la plus haute priorité. Il ne s'agit pas de se concentrer sur la prévention d'une future épidémie à Ebola, mais sur le renforcement des capacités permettant de traiter les questions de santé publique de toute nature.

- Les pays africains devraient étudier sérieusement les avantages de la décentralisation de leurs services de santé afin d'améliorer la capacité de réaction sanitaire au niveau local.

- Les gouvernements et leurs partenaires devraient étendre le rôle de la protection sociale et des filets sociaux ciblés comme déterminant important pour soulager les groupes qui ont été touchés de manière disproportionnée par l'épidémie, notamment pour assister le grand nombre d'enfants orphelins à cause de la maladie.